Belgeo

Revue belge de géographie

1-2 | 2012

Inaugural issue

Le “Pot Belge” : hommage amical à un pays modèle pour l’étude des facteurs d’intégration territoriale

The “Belgian Pot” : a friendly tribute to a model-country for the analysis of territorial integration

Claude Grasland

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/6261>

DOI : 10.4000/belgeo.6261

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Référence électronique

Claude Grasland, « Le “Pot Belge” : hommage amical à un pays modèle pour l’étude des facteurs d’intégration territoriale », *Belgeo* [En ligne], 1-2 | 2012, mis en ligne le 15 décembre 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/6261> ; DOI : 10.4000/belgeo.6261

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Le “Pot Belge” : hommage amical à un pays modèle pour l’étude des facteurs d’intégration territoriale

The “Belgian Pot” : a friendly tribute to a model-country for the analysis of territorial integration

Claude Grasland

Avant-propos : la première revue...

*Jamais de la vie
On ne l’oubliera
La première fille
Qu’on a pris dans ses bras
La première étrangère
A qui l’on a dit “tu”
Mon cœur, t’en souviens-tu
Comme ell’ nous était chère ?*
G. Brassens, La première fille

- ¹ Ma première publication scientifique de jeune doctorant acceptée pour publication (Grasland, 1989) le fut par la *Revue belge de Géographie* en 1989 et, comme le souligne joliment la chanson de Brassens, c’est un événement qu’on n’oublie pas, même lorsque bien d’autres ensuite sont venues... Il faut tout de même préciser que, passée l’idylle de la première publication, les rencontres avec la belle revue belge furent parfois houleuses, notamment en raison de l’allergie viscérale de certains membres du comité de rédaction à l’utilisation du lissage appliquée à la distribution de la fécondité européenne (Grasland, 1998c) ou des pièces euros en Belgique (Berroir, Grasland *et al.*, 2005). Je dus chaque fois poireauter de longs mois à attendre qu’elle se décide à publier ma prose. Mais il est vrai qu’il m’était arrivé aussi très tôt de la tromper en entraînant dans la débauche certains de

ses soupirants les plus proches vers des rivales françaises lilloises (Decroly & Grasland, 1992) et plus tard parisiennes (Grasland & Van Hamme, 2010). Bref, des relations constantes mais tumultueuses qui font comprendre en tous les cas l'émotion particulière que j'ai pu ressentir lorsque Christian Vandermotten m'a proposé de faire partie du nouveau comité de rédaction de *Belgeo*.

- 2 Cette amicale proposition s'accompagnait toutefois d'un piège caché : produire un article inaugural pour mettre en valeur l'étape nouvelle que marquent dans la vie de la revue un nouveau comité de rédaction et sa prochaine mise en ligne électronique. J'avais promis en début d'année, sans trop y attacher d'importance, un article humoristique qui s'intitulerait "Le Pot Belge" et où je mélangerais un ensemble d'études anciennes que j'avais réalisées sur la Belgique de 1989 à 2002 en combinant mises à jour de résultats et humour potache. Bien décidé en effet à forcer le trait dans le rôle de l'archéo-quantitativiste au milieu d'un futur comité de rédaction que j'imaginais dominé par les géographes néo-marxistes et surtout les post-modernes. Tout ceci ne tirait pas trop à conséquence... sauf lorsqu'au début de l'été je me suis retrouvé devant une page blanche et un rappel courtois mais ferme du diabolique rédacteur en chef. Le piège s'était refermé et il ne restait plus que l'été pour conclure ou abandonner.
- 3 Le problème avec les "ex", c'est qu'on les connaît trop bien pour leur servir le ragoût d'une publication standard vite faite et vite oubliée. Et quant il s'agit de retrouvailles avec la "première"... Bref, comme dans la chanson, j'ai beau faire le brave, je n'en mène pas large en livrant aux lecteurs de *Belgeo* le résultat de mes cogitations estivales...

Introduction

- 4 Cet article se veut davantage un hommage amical à un pays qui a inspiré nombre de mes travaux de recherches depuis un quart de siècle qu'une démonstration scientifique en bonne et due forme partant des hypothèses et de l'état de l'art pour aboutir à la formulation raisonnée de conclusions déduites de l'analyse de données objectives. Il n'en constitue pas moins un essai de théorisation des facteurs de résilience des États face aux forces de fragmentations politiques et territoriales qui semblent se multiplier dans l'Union Européenne depuis la fin de la guerre froide et la montée d'égoïsmes économiques régionaux habillés du voile commode d'une supposée "identité territoriale".
- 5 Lorsque l'on passe en revue la liste des régions devenues autonomes à la suite de l'éclatement d'anciens États (URSS, Tchécoslovaquie, Yougoslavie) ou de celles qui aspirent à obtenir plus d'autonomie (Flandre, Pays Basque, Catalogne, "Padanie", Écosse, ...), il apparaît pour le moins nettement que ce sont en général les plus riches qui partent les premières (Pays Baltes, Slovaquie) ou qui sont les plus opposées au maintien des principes de solidarité économique et de péréquation. Il existe sans nul doute des exceptions à la règle, notamment dans le cas de minorités opprimées qui voient dans l'autonomie une possibilité de lever la tutelle d'un état dont elles ne reconnaissent plus les règles de droit. Mais force est de reconnaître que, dans le cadre au moins de l'Union Européenne, les revendications autonomistes sont presque nécessairement le fait de régions économiquement plus avancées que le reste de leur état d'appartenance, exception faite évidemment des régions capitales qui n'ont aucun intérêt à voir affaiblie l'unité de l'état dont elles sont le siège.

- 6 En admettant le bien fondé de cette première hypothèse d'une volonté égoïste mais rationnelle d'autonomie des régions économiquement dominante – à l'exception des régions sièges de la capitale politique nationale – on peut se demander quelles sont les forces en jeu susceptibles de favoriser ou au contraire de contrecarrer les processus de fragmentation territoriale. L'*identité territoriale* nous semble difficile à prendre en compte comme variable explicative, tout au moins dans une perspective nomothétique appuyée sur des outils de mesure quantitatifs. Nous préférons partir de l'analyse des flux, particulièrement des flux migratoires, car ils constituent une sorte d'éponge sociologique qui enregistre l'effet d'un grand nombre de facteurs non quantifiables. Nous parlerons d'*effet d'appartenance territoriale* ou d'*effet de barrière* pour décrire l'existence de niveau spécifique d'organisation des flux objectivement mesurable au niveau agrégé. Mais sans conclure nécessairement à une cause identitaire, d'autres facteurs, d'ordre notamment économique ou sociologique peuvent tout aussi bien expliquer les effets mesurés. Cette analyse des flux n'élimine en rien l'analyse des représentations qui sont typiquement l'un des facteurs explicatifs possible des migrations. En effet, et comme le souligne très tôt T. Hägerstrand (1953), tout flux matériel dans l'espace est précédé mais aussi accompagné d'un flux immatériel d'information.
- 7 Dans les tentatives d'analyse comparative des fragmentations territoriales des états que nous avons réalisées entre 1990 et 2002 sur 3 pays (Cameroun, Belgique, Tchécoslovaquie), nous avons retenu comme critère de sélection la présence de pays comportant deux groupes linguistiques principaux car la langue constitue un obstacle objectif à la mise en relation des populations, tout au moins en l'absence de pratique du plurilinguisme ou de l'existence d'une *lingua franca* externe. Plutôt que de s'interroger sur des questions d'*identité territoriale*, nous avons préféré centrer notre analyse sur les *maillages territoriaux*, c'est-à-dire des divisions politiques et administratives internes qui sont des données objectives de fragmentation historique, sociale ou économique des états, mais qui peuvent également être le révélateur de tensions sociales et de revendications d'appartenance de certains segments sociaux. Enfin, nous avons privilégié l'entrée par la démographie (distribution des densités, croissance, migrations) car elle concerne la matière première, le substrat définissant la morphologie élémentaire de la société.
- 8 A l'instar d'auteurs privilégiant une analyse économique historique de la crise politique de la Belgique dans une perspective structurale (Vandermotten, 2007, 2011), nous proposons d'étudier le rôle déterminant joué par la démographie et la géographie de la population belge dans les évolutions politiques et administratives de la Belgique du XIX^e siècle à nos jours. Au risque de susciter les ricanements conjoints des post-modernes et des néo-marxistes nous allons tenter de montrer que l'analyse spatiale et temporelle du système de peuplement belge depuis 1846 permet de mieux comprendre certains fondements de la crise politique actuelle. Et que la dynamique des migrations résidentielles entre les arrondissements de Belgique depuis la fin des années 1950 est probablement l'un des meilleurs marqueurs objectifs des tendances séparatistes à l'œuvre dans le pays et du frein qui y est opposé par la Région capitale de Bruxelles.
- 9 Suivant le cadre théorique d'analyse spatiale et territoriale des phénomènes sociaux que j'ai élaboré dans mon habilitation à diriger des recherches et précisé ensuite (Grasland, 1998a, 2009), l'article est structuré en trois temps qui correspondent respectivement à l'analyse des positions, des proximités et des interactions. Le travail part de l'étude de la position géographique des individus (envisagée dans sa double composante spatiale et

territoriale) pour en déduire les opportunités théoriques de relation sous le simple effet des distances à vol d'oiseau et des appartenances aux différents niveaux administratifs de maillage ; il se poursuit par une analyse des effets correcteurs des réseaux de transport, afin de montrer comment une action volontaire ou involontaire peut modifier les espacements initiaux et introduire des différentiels d'accessibilité ; enfin il se conclut par l'analyse des flux migratoires qui sont en quelque sorte la concrétisation des opportunités de relation induites par la structure des positions et des réseaux de relations.

- 10 Ce schéma d'analyse est appliqué à un problème précis qui est celui de l'organisation territoriale du pays en trois Régions, laquelle s'est mise en place progressivement entre 1963-64 et 1994 mais dont les origines remontent aux sources mêmes de la formation de l'état belge en 1830 (Groupe Mort Subite, 1990 ; Pion & Van Hamme, 2011 ; Vandermotten, 2007, 2011). Flandre, Wallonie et Bruxelles-Capitale sont considérées comme un filtre territorial d'analyse des fragmentations politiques du pays et non pas comme des réalités substantielles. Il s'agira en particulier d'analyser l'effet spécifique de la ville capitale sur les forces de division du pays, en faisant l'hypothèse que la Région de Bruxelles-Capitale (et antérieurement la province de Brabant) constitue un facteur majeur de crise mais aussi par là même de résilience de l'unité – au moins formelle – du pays sur la longue durée.

Théorie : l'intérêt de la Belgique pour l'étude des fragmentations territoriales

- 11 Indépendamment de toute considération historique, économique ou sociale, la Belgique offre au théoricien un objet fascinant en raison de la géométrie très particulière de son territoire et de ses divisions politiques internes. Ces particularités qu'on ne retrouve ni au Cameroun, ni en Tchécoslovaquie (Bopda, Grasland & Poulain, 1999) tiennent d'une part à l'allongement exceptionnel de la frontière interne par rapport au territoire et d'autre part à la singularité de la position et du statut de la Région de Bruxelles-Capitale.

La longueur exceptionnelle de la frontière linguistique et politique interne

- 12 Au Cameroun comme en Tchécoslovaquie, la limite linguistique apparaît réduite par rapport à la surface du pays et la division qu'elle induit donne naissance à deux entités territoriales de formes relativement compactes. En Belgique, au contraire, la frontière se déploie grossièrement dans le sens du plus grand diamètre du pays et donne naissance à deux polygones non simplement connexes et de forme très allongée.
- 13 Cette caractéristique géométrique est importante en termes d'interactions potentielles puisqu'elle implique que les effets d'interaction territoriale (deux régions échangent plus si elles appartiennent à la même entité, moins si elles sont séparées par une frontière) et les effets d'interaction spatiale (deux régions échangent plus si elles sont spatialement proches, moins si elles sont spatialement éloignées) seront beaucoup moins corrélés en Belgique qu'ils ne le sont dans d'autres pays. Dit autrement, les possibilités de choix de destination à l'intérieur ou à l'extérieur de sa zone d'appartenance pourront être testées sur une gamme de distances beaucoup plus étendue que dans d'autres pays où il est difficile de démêler les deux effets de distance et d'appartenance en raison de la

confusion de leurs effets respectifs. C'est ainsi sur l'exemple belge que nous avons pu montrer pour la première fois que la réticence à franchir la barrière linguistique que mesure l'effet de barrière est variable selon la distance du déplacement : maximale à distance moyenne, plus faible à courte et longue distance (Figure 1)

Figure 1. Variation de l'effet de barrière en fonction de la distance migratoire entre les arrondissements de Flandre et Wallonie en 1990-1994.

Source : d'après Grasland C., 1999.

La singularité géographique et politique de la Région-Capitale

- 14 S'il est assez fréquent dans les Etats fédéraux de faire de la Région capitale un district autonome à l'intérieur d'un pays (Washington D.C, Land de Berlin, District Fédéral de Brasilia, etc.) il est beaucoup plus rare de voir apparaître une telle situation dans une fédération ne comportant que deux entités en dehors de la capitale. Surtout lorsqu'une de ces entités décide de faire du district fédéral le siège de ses institutions (Région flamande) pour en marquer l'appropriation symbolique du fait de son enclavement.
- 15 Sans entrer dans le détail des péripéties politiques récentes autour de la scission de l'arrondissement électoral et judiciaire de Bruxelles-Hal-Vilvorde, il convient de rappeler que la mise en place conflictuelle du système fédéral belge s'est accompagnée de la division de la province de Brabant qui constituait un obstacle insurmontable aux projets de division linguistique du pays. Même si la scission du Brabant a fait passer le pays de 9 à 11 provinces afin d'assurer une hiérarchie cohérente avec celle des 3 Régions, on peut se demander si son fantôme ne hante pas toujours la mémoire ? On peut fournir à l'appui de cette hypothèse un indice symbolique qui est la "survie" du Brabant dans le code INS des communes et arrondissements¹.
- 16 Enfin, il ne faut pas oublier que Bruxelles est également siège d'une partie des institutions européennes et de ce fait inscrite dans des niveaux d'interactions très supérieurs à celui de la Belgique. A la fois capitale européenne et "petite" ville mondiale, Bruxelles s'inscrit dans des territorialités et des temporalités qui sont en décalages avec celles de son système national. Si le poids des mécanismes de centralité est universel dans la construction des systèmes nationaux, la montée en puissance de la centralité bruxelloise se définit par rapport à un territoire beaucoup plus large et cette montée est largement

affranchie de la dualité interrégionale belge Flandre/Wallonie, comme cela est aussi le cas, mais pour de toutes autres raisons, d'Anvers.

- 17 Bruxelles s'inscrit donc dans des dynamiques beaucoup plus complexes qu'une capitale nationale. Si elle a pu jouer historiquement le rôle de "moteur d'intégration nationale", pour reprendre la belle expression d'A. Bopda (2003) sur le rôle de la ville de Yaoundé dans la construction du Cameroun, elle joue à coup sûr aujourd'hui un rôle d'articulateur international qui la rend partiellement indépendante des aléas de la crise politique nationale mais très vulnérable aux décisions susceptibles de bloquer la dynamique de son agglomération fonctionnelle, à cheval sur les trois régions du pays.

Positions et distances : l'évolution du système de peuplement exprime-t-elle une réduction des opportunités de relations inter-régionales ?

- 18 Nous voudrions examiner l'évolution historique des proximités entre les habitants de Belgique dans une double perspective de proximité spatiale continue et d'appartenance territoriale discrète aux Régions de Flandre, Wallonie et Bruxelles. L'hypothèse théorique est celle d'un réseau de transport homogène et isotrope où les opportunités de relations ne dépendraient que de la distance à vol d'oiseau entre les habitants. Dans ces conditions, observe-t-on au cours de l'histoire de la Belgique une tendance des trois Régions de Flandre, Bruxelles et Wallonie à se constituer en noyaux démographiques denses et dont les habitants seraient de plus en plus éloignés les uns des autres ? On transpose ici une problématique de morphologie sociale et spatiale du peuplement appliquée précédemment à la Tchécoslovaquie où les noyaux de peuplement s'étaient spectaculairement transformés au cours de la brève existence du pays² (Grasland, 1998b, 2000b).

Evolution historique des proximités inter-régionales

- 19 La localisation des habitants de Belgique par commune permet d'évaluer avec une précision raisonnable la distance moyenne qui les sépare et son évolution au cours du temps. Elle permet également de segmenter ce calcul de distance moyenne par Région, afin de déterminer si l'on observe des processus de concentration ou de dispersion spécifiques à l'intérieur des zones ou entre elles³. Les données de recensement belge permettent, malgré quelques incertitudes⁴, de montrer l'évolution de ces paramètres sur une large plage de temps, de 1846 à 2010.

Tableau 1. Distances et appartenance territoriale des habitants de Belgique (1846-2010).

type d'interaction		Distance moyenne entre les habitants				Evolution des distances				
		1846	1900	1947	2010	1846-1900	1900-1947	1947-2010	1846-2010	
INTRA	Bruxelles	Bruxelles	4.0	4.4	5.0	5.4	8.2 %	15.0 %	7.7 %	33.9 %
	Flandre	Flandre	65.1	63.3	64.9	66.6	-2.7 %	2.5 %	2.6 %	2.4 %
	Wallonie	Wallonie	75.9	71.7	72.5	71.5	-5.5 %	1.1 %	-1.3 %	-5.8 %
INTER	Bruxelles	Flandre	56.1	54.2	54.1	53.9	-3.3 %	-0.2 %	-0.4 %	-3.8 %
	Bruxelles	Wallonie	73.1	71.5	71.6	70.4	-2.2 %	0.2 %	-1.7 %	-3.7 %
	Flandre	Wallonie	103.5	102.9	102.3	100.3	-0.5 %	-0.7 %	-1.9 %	-3.0 %
	Belgique	Belgique	83.6	80.1	78.4	77.8	-4.2 %	-2.1 %	-0.7 %	-6.9 %

- 20 Si la population belge tend à se concentrer spatialement (passage d'une distance moyenne de 83,6 km en 1846 à 77,8 km en 2010, elle le fait à un rythme de plus en plus lent au fil du

temps. L'examen des dynamiques internes de chacune des trois Régions montre des divergences intéressantes : si la Région de Bruxelles-Capitale voit logiquement sa population se disperser en raison de la croissance urbaine, les Régions de Flandre et de Wallonie affichent des dynamiques différentes, surtout depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Entre 1947 et 2010, la distance entre les habitants de Flandre est passée de 64.9 à 66.6 km ce qui signifie qu'elle s'est mieux répartie sur l'ensemble du territoire. Elle s'est au contraire concentrée en Wallonie où la distance moyenne passait de 71.6 à 70.4 km. Mais le point le plus intéressant réside toutefois dans l'évolution des distances inter-régionales qui sont toutes en diminution nette au cours de la période. Les habitants de Flandre comme de Wallonie tendent à se rapprocher de Bruxelles-Capitale mais aussi et surtout les uns des autres. La distance moyenne entre habitants de Flandre et de Wallonie qui était de 103 km en 1846 n'est plus que de 100 km en 2009. Mais tout ceci est évidemment très abstrait puisque la distance moyenne entre habitants opère une confusion entre toutes les opportunités de relation des habitants sans tenir compte du fait que les probabilités de réalisation d'un contact ne sont pas les mêmes à courte, moyenne et longue distance. La distance moyenne ne restitue pas la densité des relations potentielles liées aux proximités de part et d'autres d'une frontière (Figure 2).

Figure 2. Distance et opportunités de relation.

Commentaire : les habitants des deux régions sont en moyenne plus éloignés dans la situation 1 que dans la situation 2. Mais les opportunités de relation à courte distance sont plus fortes dans la situation 1 car il existe deux concentrations de population transfrontalières contre une seule dans la situation 2.

Evolution des potentiels locaux d'interaction entre les Régions

- 21 Pour isoler le potentiel de relations à courte distance, nous considérons ici une hypothèse de formation des opportunités de contact où la probabilité d'interaction est divisée par deux chaque fois que la distance augmente d'un nombre de kilomètres donné. Pour analyser les relations locales, nous supposons par exemple que l'opportunité de nouer une relation entre deux habitants sera divisée par 2 s'ils sont éloignés de 10 km, par 4 à 20 km, par 8 à 30km et ainsi de suite⁵. En appliquant ce modèle, on peut calculer le potentiel de relations locales de chacune des communes de Belgique mais aussi décomposer ce potentiel en fonction des contributions de chacune des trois Régions. On peut dès lors également calculer pour chaque commune la probabilité théorique de nouer des relations sociales en dehors de sa Région d'appartenance.

- 22 L'évolution des potentiels entre 1846 et 2010 met en évidence des recompositions importantes à la fois à l'intérieur des Régions et entre celles-ci (Figure 3). Les opportunités de relations intra régionales de la Région flamande demeurent organisées autour d'un pic unique mais celui-ci se déplace nettement de Gand en 1846 vers Anvers en 2010. La Wallonie offre une configuration moins concentrée avec deux pics centrés sur Charleroi et Liège reliés par le couloir des fortes densités de l'axe Sambre et Meuse⁶. Les opportunités inter-régionales sont relativement stables dans leur morphologie avec trois segments nets autour de la frontière : de Mouscron à la limite occidentale du Brabant historique ce sont les Wallons qui sont potentiellement le plus attirés vers la Flandre alors que de la partie orientale du Brabant aux Fourons on observe la situation inverse avec des opportunités plus forte de la Flandre vers la Wallonie en raison de la force du pôle liégeois ; mais c'est autour de Bruxelles et dans l'ensemble du Brabant historique que les opportunités de relation entre les trois Régions sont les plus importantes, entraînant une nette dilatation de la zone de contacts potentiels entre habitants de Flandre, Wallonie et Bruxelles.

Figure 3. Potentiels locaux de population intra et inter-régionaux en 1848 et 2010.

- 23 Pour attendu qu'il soit, ce résultat n'en est pas moins intéressant sur le plan théorique dans la mesure où il souligne l'asymétrie des possibilités de contacts transfrontaliers lorsque la densité de population (et plus généralement d'activités) varie fortement de part et d'autre d'une limite. Plus généralement, les villes dont les aires d'attraction théoriques débordent vers une zone administrative voisine sont un facteur potentiel d'intégration à condition évidemment que les individus se saisissent des opportunités de contact dans l'autre Région. Mais l'effet d'une ville autonome comme Bruxelles située au point de contact de deux Régions est encore plus puissant car, du fait de son attraction sur les deux Régions, elle implique *volens nolens* une interaction forte entre les deux communautés, surtout si sa croissance déborde ses limites initiales. Le fait que la crise politique belge se cristallise périodiquement autour de la périphérie bruxelloise depuis la fin des années 1960 n'a rien d'étonnant car c'est la partie du territoire belge où les probabilités d'interaction inter-régionale sont maximales⁷.
- 24 Pour analyser finement les dynamiques d'intégration potentielle entre les Régions, nous proposons de construire un indice d'attraction potentielle des habitants de chaque commune vers les autres Régions. Il suffit pour cela de diviser le potentiel inter-régional par le potentiel total à chacune des dates, ce qui permet au passage de mieux comparer les situations dans la mesure où l'indice est indépendant de l'évolution démographique globale du pays.
- 25 Comme on peut le voir sur la Figure 4 la distribution spatiale des communes soumises à une forte attraction vers une autre Région est relativement stable au cours du temps. Bien qu'il s'agisse d'un modèle théorique, cette configuration est assez proche de celle décrite dans l'un des rares travaux de recherche publiés ayant utilisé la matrice des migrations à l'échelle intercommunale en Belgique pour les années 1989-1991 (Grimmeau J.P., 1992). Mais elle comporte d'importantes différences dans la partie centrale du pays car, à la différence de J.P. Grimmeau, nous avons décidé de conserver la Région bruxelloise dans

l'analyse et considéré comme opportunité inter-régionale tous les types de franchissement de Régions et pas seulement ceux entre Flandre et Wallonie. Il y a là beaucoup plus qu'un point de détail tant le fait d'exclure Bruxelles de l'analyse conduit à surévaluer la fragmentation du pays selon les critères linguistiques et à négliger l'effet compensateur de l'attraction de la Région capitale.

- 26 Le record d'interaction potentielle inter-régionale en 2010 est logiquement détenu par les enclaves de Mouscron (80 %) et des Fourons (76 %), mais la troisième place est occupée par la commune wallonne de La Hulpe qui atteint 74 % de relations potentielles externes si on cumule les opportunités localisées à la fois en Flandre et dans la Région de Bruxelles-capitale. Au total on observe que près de 10 % des communes (58 sur 589) ont plus d'opportunités de relations potentielles locales avec les deux autres Régions qu'avec la leur. De la même manière, environ un tiers des communes (152/589) perdraient plus de 33 % de leurs opportunités de relations dans l'hypothèse où les liens inter-régionaux seraient supprimés. Seules 217 communes sont situées en dessous du seuil de 10 % d'opportunités de relations inter-régionales, mais elles sont localisées pour la plupart dans des régions périphériques de la côte de la Mer du Nord et des Ardennes. Mais l'article de J.P. Grimmeau (1992) montre que ces régions touristiques ont précisément tendance à nouer plus d'interactions que prévues avec l'autre moitié du pays du fait des logiques d'achat de résidences secondaires qui sont souvent un prélude à une migration au moment de la retraite.
- 27 Cette analyse théorique peut donc conclure à l'existence d'un obstacle structurel majeur à toute partition du pays du fait de la présence de fortes opportunités de relations locales entre les Régions mais aussi et surtout du rôle structurant de la Région capitale et du débordement fonctionnel qu'elle opère tant du côté flamand que wallon. A ce stade de l'analyse, on ignore évidemment si les proximités renforcées entre les habitants se traduisent bel et bien par des relations concrètes, c'est-à-dire des flux. Mais à tout le moins l'offre de relation ne tend pas à se cloisonner à l'intérieur de noyaux de peuplements disjoints.

Figure 4. Part des interactions locales devant théoriquement se produire avec une autre Région.

- 28 La croissance de l'agglomération bruxelloise a joué un rôle crucial dans la multiplication des opportunités de relations inter-régionales dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Mais cette fonction d'intégration résidentielle est désormais limitée par l'absence de terrain disponible dans les limites de l'unité administrative de Bruxelles-Capitale. L'étalement urbain en Wallonie et surtout en Flandre modifie de ce fait la direction des opportunités de localisation résidentielle. Pour autant, si l'on considère les relations domicile-travail et

plus généralement les flux de valeur ajoutée, le rôle intégrateur de Bruxelles demeure incontournable.

Interactions : les flux migratoires tendent-ils à se mouler de plus en plus dans le cadre des Régions et à se réduire entre celles-ci ?

- 29 L'analyse des positions et des distances a permis de mettre à jour et de mieux comprendre les forces structurales de résistance à la division politique du pays, en particulier du fait du rôle central de Bruxelles et plus généralement de l'ancienne province de Brabant. Mais il ne s'agissait jusqu'ici que d'opportunités théoriques de relations et ce n'est bien évidemment qu'à travers l'étude de la dynamique des flux réels de relations que l'on pourra juger de l'efficacité de ces forces structurales face à d'autres variables relatives par exemple à la position sociale des individus (langue) ou à leurs intérêts économiques (classes sociales). Le moment est donc venu, ô lecteur qui a supporté avec patience les longs développements précédents, de te donner si ce n'est la clé de l'énigme, tout au moins la récompense de tes efforts en présentant l'évolution de la dynamique des barrières migratoires entre provinces et Régions de Belgique de 1955 à 2009. Mais quelques précisions sont encore nécessaires tant la matière est sensible.

Précautions empiriques, méthodologiques et théoriques

- 30 Grâce aux travaux minutieux de collecte et de reconstitution par Luc Dal et Michel Poulain, les chercheurs disposent d'une série exceptionnelle de matrices de flux décrivant sur plus de 50 ans les migrations résidentielles entre les 43 arrondissements de Belgique. Ces données ont déjà fait l'objet de plusieurs travaux de recherches approfondies par des spécialistes belges de démographie (Eggerickx, Poulain & Schoumaker, 2000 ; Eggerickx *et al.*, 2011). Nous avons eu la chance de pouvoir travailler sur ces données à l'occasion d'une coopération ancienne avec les auteurs et que nous avons pu renouer récemment. Les données anciennes doivent être interprétées avec précaution car elles comportent des estimations pour un arrondissement (Mouscron-Comines). De plus, la fiabilité des données de migrations de population à travers la Belgique n'est pas constante et les données antérieures à 1989, établies à partir des registres communaux de population, sont réputées moins fiables que les nouvelles données établies ensuite à partir du Registre National (Poulain, 1978, 1991 ; Grimmeau, 1992).
- 31 La seconde difficulté que soulève l'analyse de ces données concerne le choix de l'outil statistique permettant d'évaluer le plus objectivement les effets de barrière entre provinces et Régions. Sans entrer dans trop de détails méthodologiques qui lasseraient la patience du lecteur, il faut tout de même insister fortement sur le fait que les paramètres spectaculaires d'effet de barrière que l'on peut obtenir sont fortement dépendants du choix de la modélisation statistique adoptée et surtout du fait d'introduire successivement ou simultanément les effets de proximité spatiale (distance) et les effets d'appartenance territoriale (inclusion dans la même unité administrative). En Tchécoslovaquie par exemple, nous avons pu obtenir des effets de barrière variant du simple au double selon le modèle adopté (Cattan & Grasland, 1994 ; Grasland, 1994). Plus fondamentalement encore, le choix de la méthode d'ajustement d'un même modèle peut

également faire varier fortement les résultats : la plupart des auteurs recourent encore à des modèles de régression linéaire après transformation logarithmique qui sont incorrects sur le plan statistique car ils conduisent à surestimer le rôle des petits flux (les moins fiables) par rapport aux modèles corrects fondés sur la minimisation du chi-carré (Poulain, 1981) ou le maximum de vraisemblance et la régression poissonnienne (d'Aubigny *et al.*, 2000).

- 32 La troisième difficulté concerne l'écriture même du modèle, c'est-à-dire le choix des hypothèses théoriques à valider, indépendamment de la méthode statistique mise en œuvre pour estimer les paramètres. Beaucoup d'auteurs se limitent à l'usage de modèles gravitaires simples qui font dépendre les flux migratoires des populations d'origine et de départ (éventuellement affectées d'un exposant) et d'une fonction de la distance (Pareto ou exponentielle) à laquelle on adjoint un paramètre unique de barrière décrivant l'effet de réduction des échanges inter-régionaux par rapport aux échanges intra-régionaux. Soit une formulation typique de la forme suivante :

$$F_{ij} = k \times (M_i)^{\alpha_1} \times (M_j)^{\alpha_2} \times (DIST_{ij})^{\beta} \times \gamma^{(REG_{ij})}$$

- 33 Or, ce type de modèle – que nous avons nous même beaucoup utilisé (Cattan & Grasland, 1994) – comporte au moins trois biais théoriques particulièrement dangereux qui peuvent fausser les résultats et surtout l'interprétation des effets de barrière :

1. *L'absence de contraintes marginales* (seule la conservation du total des flux est exigée par ce type de modèle) conduit à négliger les effets systémiques que l'on peut formuler simplement en disant que les migrants situés au centre du pays disposent d'un plus grand choix d'opportunités de migrations que ceux situés sur les bordures. Du coup ces derniers sont souvent plus enclins à effectuer des mobilités à plus grande distance, ce que ne peut prévoir un modèle qui n'impose pas la double contrainte de conservation des sommes des départs et arrivées de chaque région. On risque alors d'interpréter de façon erronée le comportement des migrants périphériques en imputant à un libre choix ce qui relève plutôt d'une limitation des choix. Lorsque J.P. Grimmeau (1992) applique un modèle de ce type aux déplacements entre Flandre et Wallonie, l'excès de migrations inter-régionales qu'il observe sur la côte et dans les Ardennes relève peut-être autant de ce facteur que des opportunités spécifiques aux retraités qui migrent vers des lieux touristiques ou transforment leur résidence secondaire en résidence principale.
2. *L'introduction d'un seul niveau hiérarchique de barrière* constitue également un danger redoutable dans les pays comportant plusieurs niveaux d'organisation administrative au dessus du seuil de collecte des données migratoires. Par exemple, dans la Tchécoslovaquie de 1989, la barrière migratoire entre les deux républiques semblait plus forte lorsqu'on la mesurait à partir des migrations entre les 114 districts (*Okrejs*) qu'avec celles des migrations entre les 10 régions (*Krajs*). L'explication toute simple résidait dans le fait que les migrants subissent à la fois un effet de barrière entre républiques et entre régions (et comme toute limite de république était également une limite de région, les deux effets se cumulaient lorsque l'on passait de données inter-régionales à des données inter-districts. Les résultats étaient au contraire convergents si les deux effets étaient pris en compte (Grasland, 1994 ; Bopda, Poulain & Grasland, 2000).
3. *La simplification injustifiée de l'effet de barrière par adoption d'un coefficient unique* est sans doute le problème le plus grave sur le plan théorique et aussi, par conséquence, sur le plan politique. Dans le cas d'un pays divisé en deux régions, l'adoption d'un coefficient unique est justifiée si le modèle est à double contrainte car les 4 cas possibles de relation (AA, AB, BA,

BB) ne comportent effectivement qu'un seul degré de liberté. Mais dans le cas d'un pays divisé en trois régions il existe 9 configurations possibles de relations (AA, AB, AC, BA, BB, BC, CA, CB, CC) soit quatre degrés de liberté si le modèle est à double contrainte. Il faut donc au minimum quatre paramètres indépendants pour décrire les perturbations apportées par les limites régionales au fonctionnement du système migratoire. Dans le cas de la Belgique ce nombre de paramètres est en pratique de trois pour les migrations inter-arrondissements car la Région de Bruxelles-capitale ne comporte pas de subdivisions internes. Ne retenir que l'effet de barrière Flandre-Wallonie est donc une faute particulièrement grave à la fois théoriquement (le modèle n'est pas correct conceptuellement) et politiquement (on focalise arbitrairement l'attention sur l'une des composantes du système). Il faut impérativement ajouter deux autres paramètres spécifiques décrivant les relations Bruxelles-Wallonie et Bruxelles-Flandre pour aboutir à un modèle scientifiquement et – au sens strict du terme – politiquement correct !⁸

Modélisation des interactions spatiales et territoriales en Belgique

- 34 Au vu des remarques critiques précédentes, le modèle finalement adopté est un modèle à double contrainte (conservation de la somme des arrivées et départs de chaque arrondissement) qui introduit à la fois un effet de barrière interprovinciale⁹ défini par un paramètre unique et un effet de barrière inter-régionale composé de trois paramètres décrivant les échanges inter-régionaux. Soit la formulation suivante :

$$F_{ij} = a_i \times O_i \times b_j \times D_j (DIST_{ij})^\alpha \times \beta^{(PROV_{ij})} \times \gamma_1^{(FW_{ij})} \times \gamma_2^{(BF_{ij})} \times \gamma_3^{(BW_{ij})}$$

- 35 Les paramètres du modèle sont estimés par la méthode du maximum de vraisemblance à l'aide d'une régression poissonnienne réalisée avec le logiciel de statistique libre R¹⁰. On notera que l'introduction des contraintes de conservation de la somme des départs (O_i) et des arrivées (D_j) rend superflu l'ajout des masses de population d'origine et de destination mais aboutit au calcul de deux séries de (43-1) paramètres (a_i et b_j) qui assurent la conservation attendue. Le modèle s'apparente donc à une mise aux enchères des mobilités où l'on connaît l'offre (départ de chaque région) et la demande (arrivées de chaque région) mais où l'on ignore les critères d'utilité que les acteurs cherchent à optimiser. Les paramètres visent à tester si ces migrants préfèrent les opportunités localisés à courte distance (α sera alors négatif), si à distance égale ils privilégient les arrondissements localisés dans leur province d'origine (β sera alors supérieur à 1) et surtout si, *toutes choses égales quant à ces deux premiers facteurs et aux contraintes systémiques de régulation du marché des mobilités*, ils ont des préférences particulières en matière de choix d'une région de destination en fonction de leur région d'origine (réponse donnée par les valeurs supérieures ou inférieures à 1 des trois paramètres γ_1 , γ_2 , et γ_3).
- 36 Appliqué aux matrices de mobilité regroupées par tranche de 5 ans, pour limiter le jeu des fluctuations aléatoires, le modèle donne des résultats très satisfaisants pour chacune des périodes avec des qualités d'ajustement régulièrement comprises entre 94 et 96 % de déviance expliquée (Tableau 3). Les paramètres du modèle sont exprimés dans un premier temps sous forme logarithmique, ce qui permet de voir plus facilement leur effet positif sur les migrations. Notons qu'ils sont tous hautement significatifs (au seuil de 1 p. 1000), ce qui dispense d'introduire dans le tableau de résultats le détail des tests de significativité fondés sur le maximum de vraisemblance. L'analyse statistique étant

menée "toutes choses égales par ailleurs"¹¹ on peut tout d'abord conclure sans risque d'erreur que, tout au long de la période d'étude, les migrations ont subi l'influence conjointe de l'ensemble des trois facteurs d'interaction spatiale (distance) et d'interaction territoriale (provinces et Régions) que nous avons postulés. De plus, le signe de chacun des paramètres demeure constant, ce qui signifie qu'à toutes les dates les migrants privilégient les opportunités de relations les plus proches spatialement, préfèrent demeurer dans leur province d'origine, manifestent une réticence à se rendre de Flandre en Wallonie ou de Wallonie en Flandre, mais ont au contraire des relations préférentielles avec la capitale bruxelloise, qu'ils soient localisés en Flandre ou en Wallonie.

Tableau 2. paramètres statistiques du modèle d'interaction entre les 43 arrondissements de Belgique de 1955 à 2009.

PÉRIODE	Déviance expliquée	DISTANCE	PROVINCE	REGION		
		logDij	APRO_ij	FW_ij	BF_ij	BW_ij
1955-59	95,39	-1,85	0,28	-0,88	0,26	0,61
1960-64	95,30	-1,85	0,34	-0,93	0,42	0,84
1965-69	95,79	-1,96	0,33	-1,08	0,26	0,94
1970-74	95,58	-2,05	0,34	-1,14	0,32	1,14
1975-79	95,47	-2,16	0,36	-1,18	0,39	1,27
1980-84	95,43	-2,23	0,32	-1,30	0,37	1,33
1985-89	95,07	-2,21	0,34	-1,34	0,35	1,35
1990-94	95,13	-2,21	0,33	-1,35	0,37	1,41
1995-99	95,12	-2,25	0,34	-1,37	0,46	1,44
2000-04	95,02	-2,23	0,32	-1,42	0,46	1,41
2005-09	95,16	-2,22	0,33	-1,47	0,55	1,39

- 37 Les migrations tendent cependant à se modifier au cours du temps comme le montrent les changements de valeur des paramètres. On constate en particulier une réduction de la mobilité à longue distance, mise en évidence par l'accroissement rapide de la valeur absolue du paramètre α dans les années 1960 et 1970. Ce paramètre de frein de la distance se stabilise ensuite à partir de 1980 autour d'une valeur élevée mais stable.

Evaluation et interprétation des effets de barrière inter-provinciaux et inter-régionaux

- 38 Le rétablissement de la valeur des coefficients de préférence ou de barrière territoriale s'opère mathématiquement par une simple transformation exponentielle dans le cas de l'effet provincial, mais il comporte deux solutions possibles dans le cas des effets inter régionaux, selon que l'on tente d'évaluer leur effet pur (effet indépendamment des autres facteurs) ou leur effet cumulé (puisque toute limite régionale est également une limite provinciale). Ne serait-ce que pour limiter l'usage politique simpliste de ces résultats par des entrepreneurs de division, nous présentons volontairement les deux solutions dans le Tableau 3.

Tableau 3. Evaluation des effets de barrière ou de préférence migratoire entre Régions de Belgique de 1955 à 2009.

PÉRIODE	PROVINCE	REGION			REGION*PROVINCE		
	intra/inter	FW	BF	BW	FW	BF	BW
1955-59	1,33	0,42	1,30	1,84	0,31	0,98	1,39
1960-64	1,40	0,40	1,53	2,32	0,28	1,09	1,66
1965-69	1,38	0,34	1,29	2,57	0,25	0,93	1,86
1970-74	1,40	0,32	1,38	3,11	0,23	0,99	2,23
1975-79	1,43	0,31	1,48	3,54	0,22	1,04	2,48
1980-84	1,38	0,27	1,45	3,78	0,20	1,05	2,74
1985-89	1,40	0,26	1,42	3,87	0,19	1,01	2,77
1990-94	1,39	0,26	1,44	4,10	0,19	1,04	2,95
1995-99	1,41	0,26	1,58	4,21	0,18	1,12	3,00
2000-04	1,37	0,24	1,58	4,11	0,18	1,15	2,99
2005-09	1,38	0,23	1,74	4,03	0,17	1,26	2,91

- 39 **L'effet provincial** apparaît tout d'abord remarquablement stable au cours du temps puisqu'à chacune des dates il correspond à une prime d'environ +40 % dans les flux migratoires reliant les arrondissements localisés à l'intérieur d'une même province. L'exception constituée par l'année 1955-59 (où cette prime n'est que de 32 %) est peut-être liée aux incertitudes sur les données qui ont dû être partiellement estimées¹².
- 40 **L'effet régional pur** correspond aux effets spécifiques induits par les déplacements entre les trois Régions politiques actuelles (et projetées rétrospectivement dans le passé). En ce qui concerne les échanges entre Flandre et Wallonie, le coefficient observé au cours des deux premières périodes est assez modéré (0.41 et 0.39) et correspond à une division relative des flux inter-régionaux par 2.4 environ, comparé aux flux internes à la Flandre ou à la Wallonie. Il augmente toutefois rapidement entre 1965 et 1984 pour atteindre une valeur de 0.27 au début des années 1980, soit à peu près une division par 4 des échanges. Cette situation se stabilise ensuite pendant les deux décennies suivantes et ce n'est qu'au début des années 2000 qu'on observe une nouvelle augmentation pour arriver à une valeur de 0.23 (division par 4.3) au cours de la dernière période d'observation. Il s'agit à l'évidence d'un indice non négligeable de dégradation des relations entre les deux Régions, même si l'on peut supposer que ce qui est vrai pour les migrations résidentielles n'est pas forcément généralisable aux autres types de flux, notamment les déplacements domicile-travail.
- 41 Toutefois, avant de pousser plus avant l'interprétation de ces résultats en les rapprochant du calendrier historique de la crise politique belge, il faut compléter le panorama en examinant également l'évolution des deux autres paramètres du modèle. Or les paramètres de relation entre la Région de Bruxelles et la Flandre ou la Wallonie démontrent une évolution inverse, on serait tenté de dire "compensatoire" de la dégradation des relations migratoire Flandre-Wallonie. Tout au long de la période, les relations entre Bruxelles et les arrondissements de Flandre sont supérieures de 30 à 50 % à ce qui serait attendu par le modèle et les résultats sont encore plus impressionnants pour la Wallonie où les flux sont 2 à 4 fois plus élevés que prévus. Au-delà des navettes domicile-travail et des quelques 400 000 habitants de Flandre et de Wallonie qui travaillent quotidiennement à Bruxelles, il y a bien également une intégration résidentielle de plus en plus forte de la capitale avec les deux Régions qui l'entourent. Le

fait que le bilan migratoire entre Bruxelles soit négatif avec les arrondissements de Hal-Vilvorde ou du Brabant wallon ne change pas le diagnostic puisque nous raisonnons ici sur les préférences migratoires des migrants, toutes choses égales quant aux nombres d'arrivées ou de départ. En d'autres termes, même si l'attraction migratoire de Bruxelles diminue, elle se renforce relativement avec la Flandre comme avec la Wallonie, qu'il s'agisse des départs ou des arrivées (Poulain, 1996). Le renforcement tardif des échanges préférentiels entre Bruxelles et la Flandre se produit au moment précis où la crise économique commence à toucher à son tour certains secteurs de l'économie industrielle flamande qui sont de plus en plus liés au dynamisme bruxellois (Vandermotten, 2011)

- 42 **La combinaison des effets régionaux et provinciaux** ne modifie pas les conclusions précédentes mais permet de montrer à quel point le rôle de Bruxelles est de plus en plus déterminant dans l'intégration territoriale de la Belgique. Si on considère les relations Flandre-Wallonie, on ferait état d'un effet de barrière qui passerait non pas de 2.5 à 4.3 mais de 3.2 à 6.2 puisque le migrant qui quitte sa Région est soumis non seulement à la barrière vers l'autre Région mais aussi à la préférence pour la province dans laquelle son arrondissement est localisé. Du même coup les relations préférentielles avec Bruxelles sont à relativiser puisqu'elles se traduisent par un changement de province. Ceci ne change guère la situation des relations préférentielles entre Bruxelles et Wallonie qui passe d'une prime de seulement +40 % en 1955 à une prime de +200 % vers 2000 avant de se réduire très légèrement depuis. Mais cela modifie l'interprétation des relations entre Bruxelles et la Flandre puisque l'on voit que les relations ne sont pas nécessairement préférentielles avant 1995 et n'augmentent véritablement qu'à partir de cette date pour atteindre une prime de +22 % au cours de la dernière période d'observation 2005-2009.

Figure 5. Evolution des effets de barrière inter-régionaux en Belgique de 1955 à 2009.

Que signifie le renforcement continu de la barrière migratoire Flandre-Wallonie sur 50 ans ?

- 43 Les travaux que nous avons réalisés en 1998 avec Michel Poulain et Luc Dal mettaient déjà en évidence la trajectoire quasi linéaire de renforcement de l'effet de barrière entre Flandre et Wallonie de 1955 à 1995 et la force du niveau d'effet de barrière atteint au moment de la mise en place du système fédéral. A cette époque, l'exemple comparatif de la Tchécoslovaquie ne pouvait qu'inciter au pessimisme quant à l'avenir de la Belgique. En effet, la séparation du pays en 1993 y avait été précédée d'un net renforcement de l'effet de barrière tout au long des années 1960-1985, avec une stabilisation dans les années 1985-90 à un niveau pourtant bien inférieur à celui de la Belgique. Et l'on pouvait se demander si la publication de notre analyse ne risquait pas d'être instrumentalisée au profit des partisans d'une scission politique du Royaume. Même si d'autres raisons plus triviales nous amenèrent finalement à ne pas publier ces résultats¹³, la question aurait pu se reposer aujourd'hui tant il est clair que les dix années suivantes n'ont en rien modifié la trajectoire de réduction continue des probabilités d'interactions entre résidents de Flandre et de Wallonie.
- 44 Mais plusieurs raisons nous conduisent aujourd'hui à relativiser l'inquiétude que pourrait susciter ce résultat. Tout d'abord, et cela a constitué le fil conducteur de notre démonstration, il apparaît de plus en plus nettement que Bruxelles joue un rôle compensateur face à la réduction des échanges entre Flandre et Wallonie. Au point que l'on peut même se demander si la polarisation croissante des échanges des deux Régions vers la Région capitale n'est pas l'une des causes indirectes de la réduction de leurs échanges. En second lieu, il faut garder en mémoire que les migrations résidentielles ne constituent qu'une dimension parmi d'autre des relations entre habitants de Belgique. Une étude sur les navettes domicile-travail en 1991 montrait qu'elles semblent également soumises à des effets de barrière entre les régions de Flandre et Wallonie, mais à un degré moins élevé que dans le cas des changements de résidence (Dujardin, 2001). Plus encore que dans le cas des migrations résidentielles, la capitale semble jouer un rôle totalement atypique dans le système des migrations alternantes en raison de son double statut de capitale nationale et européenne et de sa position centrale dans le réseau de transport (Dujardin, 2000, Vandermotten *et al.* 1998).
- 45 L'accroissement de l'effet de barrière migratoire le long de la limite linguistique ne doit donc être considéré que comme un élément parmi d'autres à prendre en compte lorsqu'on veut évaluer le jeu respectif des facteurs d'intégration et de désintégration territoriale d'un pays. Une théorie de l'intégration territoriale doit se doter d'un corpus étendu d'hypothèses et admettre la complexité des interactions systémiques entre les différents facteurs. C'est ce que nous allons essayer de proposer en conclusion générale de cet article.

Conclusion

- 46 Les premiers travaux que nous avons réalisés sur les facteurs d'intégration territoriale dans les États comportant de fortes divisions internes ont privilégié la division linguistique comme facteur potentiel de fragmentation politique. Adoptant une perspective comparatiste, nous avons essayé à plusieurs reprises de comparer les

dynamiques d'intégration et de fragmentation territoriale de trois pays qui correspondaient approximativement au même gabarit de population au moment de l'analyse, mais qui relevaient de contextes économiques, historiques et politiques très différents : la Belgique, pays économiquement central d'économie capitaliste ; la Tchécoslovaquie, pays semi-périphérique d'économie socialiste ; le Cameroun, pays périphérique relevant d'une économie postcoloniale à forte composante informelle.

- 47 Menés en étroite coopération avec des chercheurs de chacun de ces pays, les travaux réalisés entre 1992 et 2002 ont permis de dégager un certain nombre de régularités et de développer au cours du temps quelques hypothèses générales sur les facteurs proprement géographiques susceptibles d'influer sur les dynamiques de fragmentation politique. Nous les résumons brièvement ci-dessous :
- 48 **Hypothèse 1 (H1) :** *Les risques de fragmentation sont d'autant plus importants que la zone de contact entre zones linguistiques est caractérisée par la faiblesse des densités de population. Inversement, la présence de noyaux de peuplement à cheval sur les discontinuités linguistiques renforce mécaniquement les opportunités de relation.*
- 49 **Hypothèse 2 (H2) :** *Toutes choses égales quant aux effets de masses et de distances, la mise en place de préférences migratoires pour les régions ayant même appartenance linguistique constitue un danger pour l'unité du territoire, surtout si cet effet de barrière tend à se renforcer au cours du temps. Le danger est d'autant plus grand qu'il y a superposition des barrières pour différents types de flux. Il est en revanche limité dès lors que les barrières présentent des structures spatiales différentes selon le type de flux considéré. Surtout lorsque ces barrières sont incomplètes, c'est-à-dire laissent subsister des parties du territoire national jouant le rôle de tertius gaudens bien reliées aux autres parties séparées par une barrière.*
- 50 **Hypothèse 3 (H3) :** *L'inégalité de développement économique entre deux zones linguistiques n'est pas nécessairement dangereuse pour l'unité territoriale si elle se traduit par des flux éventuellement asymétriques mais complémentaires de main-d'œuvre et de capitaux et si la réduction des inégalités est tendanciellement à l'œuvre. L'intégration peut paradoxalement être menacée par une réduction des asymétries – et encore plus par leur inversion – dès lors que cette transformation s'accompagne d'un affaiblissement des flux de population et de capitaux entre les différentes parties du pays.*
- 51 **Hypothèse 4 (H4) :** *La capitale politique nationale contribue au maintien de la cohésion territoriale dans la mesure où elle est à même de polariser des flux depuis l'ensemble du territoire national et pas uniquement d'une partie de celui-ci. Elle remplit d'autant mieux ce rôle qu'elle est le premier pôle économique du pays et n'est pas soumise à la concurrence d'autres pôles économiques de poids équivalent voire plus puissants, centrés sur l'une des zones linguistiques.*
- 52 **Hypothèse 5 (H5) :** *L'établissement d'une division administrative de premier niveau en dessous de l'Etat se superposant aux limites linguistiques constitue un risque pour l'unité territoriale du pays, même si elle ne se double pas de l'autonomie administrative car elle définit un cadre officiel de revendications futures. Inversement, l'existence de divisions administratives situées à cheval sur la limite linguistique est un facteur de résilience face au risque de division politique.*
- 53 **Hypothèse 6 (H6) :** *les inégalités sociales de toute nature (éducation, chômage, revenu, criminalité, ...) ont d'autant plus de chance de servir de prétexte à des fragmentations territoriales qu'elles sont organisées en blocs homogènes séparés par des discontinuités brutales correspondant à la limite linguistique et qu'elles coïncident les unes avec les autres. Elles sont en revanche d'autant moins dangereuses pour l'unité territoriale qu'elles ne coïncident pas avec les divisions*

linguistiques ou du moins s'opèrent par des gradients réguliers sans discontinuité nette. Elles sont plus généralement d'autant moins dangereuses qu'elles ne se superposent pas spatialement.

- 54 Sans prétendre à l'exhaustivité (nous ajouterions aujourd'hui de nouvelles hypothèses sur l'effet objectif des représentations et des cartes mentales), elles définissent à tout le moins un cadre de réflexion pour des recherches empiriques comparatives et permettent, si ce n'est de dédramatiser, tout au moins de relativiser les observations sur l'avenir politique des pays soumis à de tels clivages en montrant leur complexité et leurs effets souvent contradictoires.
- 55 Le présent article n'a pas traité l'ensemble des hypothèses (notamment les n° 4 et les n° 6) mais il a essayé de montrer qu'il existe des interactions fortes entre les quatre autres. Et qu'il faut éviter de les examiner indépendamment les unes des autres. Dans le cas de la Belgique, il est frappant de constater que la dégradation d'intégration induite par les réformes administratives (H5) et leur mise en coïncidence avec des limites économiques (H3) ou sociales (H6) ne suffit pas, jusqu'ici, à vaincre la résistance d'autres facteurs de cohésion que sont la forte densité de population de part et d'autre de la frontière (H1) et la présence d'une capitale formellement neutre et de ce fait objet et enjeu de tous les conflits (H4). Si l'on ne considérait que la réduction des flux entre Flandre et Wallonie (H2) on pourrait conclure à une séparation imminente du pays, en oubliant à quel point cette réduction est jusqu'ici compensée par une intégration renforcée des flux entre la capitale et les deux autres Régions.
- 56 L'optimisme dont nous faisons preuve sur l'avenir de la Belgique pourra sembler à certains lecteurs peu fondé. Et il risque d'écorner quelque peu l'image de théoricien obtus pétri de neutralité axiologique dont nous avons souhaité nous parer tout au long de ce "Pot Belge". Mais qui s'étonnerait qu'un membre nouvellement nommé du comité éditorial de *Belgeo* souhaite longue vie au pays dont elle se réclame ?

Remerciements

L'auteur tient à remercier tout d'abord Luc Dal pour sa collaboration dans le calcul des paramètres des modèles de migration inter arrondissements. Pour les données postérieures à 2005, ces calculs ont été réalisés à partir des données du Registre national fournies par la DGSIE et mises à disposition par l'IWEPS, dans le cadre du projet Cytise. Plus généralement, nous remercions l'ensemble des collègues belges ou non avec qui nous avons développé les hypothèses présentées ici sur l'effet des frontières politiques et maillages territoriaux : Michel Poulain, Jean-Michel Decroly, Athanase Bopda, Stanislas Rehak, Nadine Cattan, Violette Rey, Thérèse Saint-Julien... Et nous n'oublions évidemment pas Christian Vandermotten sans qui ce projet d'article n'aurait jamais abouti.

BIBLIOGRAPHIE

BERROIR S., GRASLAND C., GUÉRIN-PACE F., HAMEZ G. (2005), "La diffusion spatiale des pièces euro étrangères en Belgique et en France", *Belgeo*, 6, 4, pp. 445-459.

- BOPDA A. (2003), *Yaoundé et le défi camerounais de l'intégration : À quoi sert une capitale d'Afrique tropicale ?*, CNRS-Editions, Coll. Espaces et Milieux, 421 p.
- BOPDA A., GRASLAND C. (1994), "Migrations, régionalisations et régionalismes au Cameroun", *Espace population Sociétés*, 4, pp. 109-129.
- BOPDA A., GRASLAND C. (1997), "Noyaux régionaux et limites territoriales au Cameroun : migrations et structures par âge de la population en 1987", in BOCQUET-APPEL J., COURGEAU D., PUMAIN D. (éd.), *Analyse spatiale des données biodémographiques : approches récentes*, Paris, John Libbey Eurotext/INED, pp. 187-224.
- BOPDA A., GRASLAND C., POULAIN M. (2000), "Evaluation comparative de l'influence des limites linguistiques sur les comportements migratoires : applications aux cas de la Belgique, du Cameroun et de la Tchécoslovaquie", in *Régimes démographiques et territoires : les frontières en question*, Actes du colloque de l'AIDELF "Les frontières en question", La Rochelle (1998), AIDELF, 20 p.
- BRUNET R., FRANÇOIS J.-C., GRASLAND C. (1997), "La discontinuité en géographie : origines et problèmes de recherche", *L'Espace Géographique*, 4, pp. 297-308.
- CATTAN N., GRASLAND C. (1994), "Migrations et effets de barrière en Tchécoslovaquie (1960-1989)", in REY V. (éd.), *La Tchécoslovaquie en 1992 : transition, fragmentation, recomposition*, Presses de l'ENS Fontenay-Saint-Cloud, coll. Sociétés, Espaces, Temps, pp. 97-120.
- CATTAN N., GRASLAND C., REHAK S. (1996), "Migratory flows between Czech and Slovak republics in 1992 : which forms of transition ?", in CARTER F., JORDAN P., REY V. (eds.), *Central Europe after the Fall of the Iron Curtain : Geopolitical Perspectives, Spatial Patterns and Trends*, Wien, Peter Lang, Wiener Osteuropa Studien, 4, pp. 319-336.
- COURGEAU D. (1980), *Analyse quantitative des migrations humaines*, Masson, Paris, 225 p.
- d'AUBIGNY G., CALZADA C., GRASLAND C., ROBERT D., VIHO G., VINCENT J.M. (2000), "Approche poissonnienne des modèles d'interaction spatiale", *Cybergeo : Revue Européenne de Géographie*, 126, 12 p.
- DECROLY J.-M., GRASLAND C. (1992), "Frontières, systèmes politiques et fécondité en Europe", *Espace population Sociétés*, 2, pp. 135-152.
- DUJARDIN C. (2000), *Effet de frontière et interaction spatiale. Le cas des migrations alternantes et de la frontière linguistique en Belgique*, Louvain-la-Neuve, Université Catholique de Louvain, mémoire de licence en Sciences Géographiques, Promoteurs : D. Peeters, I. Thomas.
- DUJARDIN C. (2001), "Effets de frontière et interaction spatiale : Les migrations alternantes et la frontière linguistique en Belgique", *L'Espace géographique*, 30, 4, pp. 307-320.
- EGGERICKX T., POULAIN M., SCHOUMAKER B. (2000), *La mobilité spatiale de la population. Monographie n° 2 du recensement de la population de 1991*, Bruxelles, Institut National de Statistique, 129 p. (accessible on line sur le site web de Statistics Belgium).
- EGGERICKX T., HERMIA J.-P., SURKIJN J., WILLAERT D. (2011), (avec la collaboration de DAL L., POULAIN M. et SANDERSON J.-P.), *Les migrations internes en Belgique, Monographie 2 de l'Enquête socioéconomique de 2001*, DGSIE, Bruxelles, 200 p. (à paraître).
- GRASLAND C. (1989), "Systèmes politiques et déclin de la mortalité infantile en Europe", *Revue Belge de Géographie*, 113, pp. 59-79.

- GRASLAND C. (1994), "Limites politiques et barrières migratoires : l'exemple de l'ex-Tchécoslovaquie (1965-1989)", in GALLUSSER W. (ed.), *Political boundaries and coexistence*, IGU-Symposium, Basel, May 1994, pp. 425-440.
- GRASLAND C. (1998a), *Contribution à l'analyse géographique des maillages territoriaux* (HDR soutenue le 7 fév. 1998), 372 p + 4 annexes, Université Paris 1-Sorbonne.
- GRASLAND C. (1998b), "Les noyaux de peuplement en Europe Centrale : concentration spatiale, concentration sociale et intégration politique", in REY V. (éd.), *Les territoires centre-européens : dilemmes et défis*, Paris, La Découverte, pp. 84-94.
- GRASLAND C. (1998c), "La composante d'échelle dans l'analyse des distributions spatiales. Application à la fécondité européenne en 1980 et 1988", *Revue Belge de Géographie*, 122, 4, pp. 435-457.
- GRASLAND C. (1999), *Interaction spatiale et effets de barrière - 1ère partie : Des modèles d'interaction spatiale aux modèles d'interaction territoriale*, Miméo, CNRS-UMR Géographie-Cités.
- GRASLAND C. (2000a), "L'inégale accessibilité routière des villes de plus de 20 000 habitants", in PUMAIN D., MATTEI M.-F. (dir.), *Données urbaines*, 3, Paris, Anthropos, pp. 309-326.
- GRASLAND C. (2000b), "Lissage cartographique et animation spatio-temporelle : quelques réflexions méthodologiques", *Travaux de L'Institut de Géographie de Reims*, pp. 83-104.
- GRASLAND C. (2009), "Spatial Analysis of Social Facts", in BAVAUD F., MAGER C. (dir.), *Handbook of Theoretical and Quantitative Geography*, Lausanne, FGSE, pp. 117-174.
- GRASLAND C., VAN HAMME G. (2010), "La relocalisation des activités industrielles : une approche centre-périphérie des dynamiques mondiale et européenne", *L'Espace Géographique*, 39, 1.
- GRIMMEAU J.P. (1992), "Les migrations et la frontière linguistique en Belgique", *Espace Population Sociétés*, 10, 2, pp. 253-258
- GROUPE MORT SUBITE (KESTELOOT C., DE LANNOY W., SAEY P., SWYNGDENOUW E. & VANDERMOTTEN C.) (1990), "Les fractionnements sociaux de l'espace belge. Une géographie de la société belge", *Contradictions*, 58-59, Bruxelles, pp. 1-124.
- HÄGERSTRAND T. (1953) (1967), *Innovation diffusion as a spatial process*, Translation by PRED A., University of Chicago Press.
- POULAIN M. (1978), "Du registre de population aux statistiques de migration interne en Belgique", Bruxelles, *Population et Famille*, 3, pp. 1-45.
- POULAIN M. (1981), *Contribution à l'analyse d'une matrice de migration interne*, Département de Démographie UCL, Cabay, Louvain-la-Neuve, 225 p.
- POULAIN M., VAN GOETHEM B. (1982), "Evolution de la mobilité interne de la population belge de 1948 à 1979", *Population*, 2, pp. 319-340.
- POULAIN M. (1996), "Migration in Belgium. Temporal Trends and Counterurbanisation Patterns", in REES Ph., STILLWELL J., CONVEY A. and KUPISZEWSKI (eds.), *Population Migration in the European Union*, Wiley, pp. 91-104.
- STRALE M. (2011), "L'évolution récente du transport de marchandises en Belgique", *Echogeo*, 15, mis en ligne le 11 avril 2011.
- VANDERMOTTEN C., MARISSAL P., VAN HAMME G. (1998), "Dynamique et structure des bassins d'emploi en Belgique", *Acta Geographica Lovaniensia*, 37, pp. 363-384.
- VANDERMOTTEN C. (2007), "La crise de l'Etat belge", *Echogeo*, Sur le vif, 9 p.

VANDERMOTTEN C. (2011), "Les configurations de l'espace économique et la crise politique en Belgique", *Echogeo*, 15, mis en ligne le 15 avril 2011, 17 p.

NOTES

1. Aujourd'hui encore, le code INS des communes belges est composé de 5 digits dont le premier correspond non pas à la Région mais aux 9 anciennes provinces numérotées de 1 à 9 et les deux premiers aux 43 arrondissements. Il est de ce fait très facile d'agréger les données statistiques dans le cadre des anciennes provinces mais impossible d'aboutir sans connaissance préalable à l'agrégation en 3 Régions ... Le code NUTS d'Eurostat ne subit pas cette incohérence apparente et restitue bien quant à lui la hiérarchie politique officielle.
2. Créée à l'issue de la Première Guerre mondiale en 1918-1919 par les traités de Saint-Germain et de Trianon, la Tchécoslovaquie s'est séparée pacifiquement en deux Etats le 3 Décembre 1992.
3. Pour les formules de calcul de ces distances moyennes entre habitant, on peut se reporter par exemple à COURGEAU D., 1980, chap. IX, pp. 122-140.
4. Pour assurer la comparabilité des résultats, nous avons utilisé le même découpage communal (589 communes issues de la fusion de 1977) à chacune des dates. Nous n'avons toutefois pas pris en compte les populations des communes des cantons de l'Est (Eupen, Malmedy, Saint Vith) avant leur rattachement à la Belgique en 1919. Les distances intra-communales sont estimées comme la moitié de la racine carrée de la superficie de la commune. Soit par exemple une distance moyenne de 5 km entre habitants d'une commune qui ferait 100 km².
5. Il y a évidemment une part d'arbitraire dans ce choix, surtout si l'on considère le fait que le même paramètre est appliqué à des distributions historiques de peuplement correspondant à des périodes (1846, 1900, 1947, 2010) où les facilités de circulation sont considérablement différentes. Mais nous ne cherchons pas ici à étudier directement les mobilités réelles et tentons juste de montrer les transformations de la morphologie spatiale ce qui justifie le choix d'une même fonction d'interaction pour rendre comparable les résultats obtenus.
6. Cette dualité des pics de potentiel wallon pourrait expliquer le choix de la capitale régionale à Namur. Inversement, le choix de Bruxelles comme capitale de la Région flamande est moins en accord avec la centralité du pic de potentiel de 2010 qui serait plutôt en faveur d'Anvers ou Malines.
7. Or, comme le souligne A. Bopda à propos de la capitale du Cameroun, Yaoundé, le conflit naît généralement d'une situation de dissonance entre une forte intégration "physique" et une faible intégration "mentale". On ajoutera avec G. Simmel que le conflit est également un puissant facteur d'intégration, contrairement à l'ignorance mutuelle, car il force à négocier et reconnaître un statut à l'Etranger.
8. La pire des solutions étant, comme on le voit parfois, de retirer Bruxelles de l'analyse ou de le rattacher arbitrairement à l'une ou l'autre des deux Régions.
9. Même si l'effet principal que nous cherchons à mesurer est le degré d'ouverture ou de fermeture des trois Régions de Flandre, Wallonie et Bruxelles, la prise en compte simultanée des deux autres effets est indispensable. Si le rôle de la distance ne pose guère de problème d'interprétation, celui des 11 provinces est un peu plus délicat. Car il peut correspondre soit à une appropriation symbolique de la réalité administrative par les migrants (on "préfère" demeurer dans sa province), soit à une correspondance entre cette réalité administrative et des réalités fonctionnelles (les provinces recoupent souvent des bassins d'emplois cohérents).
10. Programme accessible sur demande auprès de l'auteur. Les demandes concernant un accès éventuel aux données antérieures à 2006 sont en revanche à transmettre à Luc Dal.
11. Techniquement, nous avons procédé à une analyse de significativité des paramètres explicatifs du modèle de régression de type III et non pas de type I.

12. Reconstitution des flux depuis et vers Mouscron-Comines.

13. La surcharge de travail des auteurs de l'étude et leur engagement dans de nouvelles fonctions sont les principales raisons qui aboutirent à la mise en sommeil de la publication projetée.

RÉSUMÉS

La Belgique constitue une source inépuisable de réflexion pour les recherches théoriques et quantitatives en géographie politique menées depuis plus d'un quart de siècle par l'auteur. La géométrie particulière de son territoire composée de deux bandes linguistiques allongées et d'une capitale réputée bilingue offre en effet la possibilité de tester mieux qu'ailleurs les effets respectifs des facteurs économiques et politiques à la base des interactions spatiales et territoriales qui se nouent entre les acteurs. Une analyse de la dynamique du système de peuplement sur la longue durée (1846-2009) et des migrations sur un demi-siècle (1955-2009) permet de mettre en évidence la résilience du pays face aux forces de fragmentation politiques. Bruxelles semble jouer un rôle central dans le maintien de l'unité du pays.

Belgium has been for the author a continuous matter of theoretical and quantitative research on political geography since a quarter of century. Due to the very particular geometry of Belgium's territory (length of internal linguistic border, specific position of the Brussels-Capital Region), the country offers exceptional opportunities of exploration of the relations between economic factors (spatial interaction) and political factors (territorial interaction). An analysis of the dynamic of the settlement system on the long term (1846-2009) and of the migration on a half-century (1955-2009) reveals the strong resilience of the country against forces of political division. Brussels is apparently the key element in favor of the unity of the country.

INDEX

Keywords : Belgium, Brussels, political geography, demography, administrative divisions, migration, settlement system, spatial interaction, territorial integration

Mots-clés : Belgique, Bruxelles, géographie politique, démographie, divisions administratives, migrations, système de peuplement, interaction spatiale, intégration territoriale

AUTEUR

CLAUDE GRASLAND

Université Paris Diderot, Sorbonne Paris Cités, CNRS - UMR 8504 Géographie-cités,
claude.grasland@parisgeo.cnrs.fr